

Quelle transition énergétique pour une Europe durable ?

*par Sami Andoura,
Chercheur senior à Notre Europe*

Compte rendu du débat organisé dans le cadre des 4^{èmes} Etats Généraux de l'Europe (EGE) le 10 mars 2012 à Paris.

Avec :

- **Michel Derdevet**, Directeur de la Communication et des Affaires publiques de RTE
- **Philippe Jurgensen**, Président exécutif de La Ligue européenne de coopération économique - section française
- **Jan Horst Keppler**, Directeur de programme à l'Institut français des relations internationales (IFRI)

Modéré par Sami Andoura, Chercheur senior à Notre Europe

L'Europe doit faire face à de nombreux défis énergétiques de grande ampleur. Le réchauffement climatique implique un changement radical de nos modes de production et de consommation d'énergie. Le développement de sources d'énergie alternatives propres et de nouvelles technologies « vertes » est la clé de cette transition vers un modèle énergétique durable. Mais la capacité de l'Union européenne à investir dans ces domaines clefs est contrainte par la crise économique et financière qu'elle traverse. Or, l'UE éprouve des difficultés dans la mise en place d'une politique énergétique commune, censée lui permettre d'assurer son développement durable et sa transition vers une société faiblement émettrice de carbone.

Après la catastrophe de Fukushima et son impact sur le débat énergétique en Europe, la question centrale débattue aux EGE fut celle du mix énergétique et du choix des ressources énergétiques dans cette transition à venir. Les principales questions débattues furent les suivantes :

- Compte tenu de l'interdépendance énergétique croissante entre Etats, comment assurer une meilleure coordination des mixes énergétiques nationaux afin d'assurer la cohérence et la viabilité des choix arrêtés par chacun ?
- Dans quel domaine l'UE doit-elle concentrer son action afin d'assurer la transition énergétique à l'horizon 2050 ?
- Comment organiser un débat citoyen objectif et d'envergure européenne sur la transition énergétique à venir ?

Il ressort majoritairement du débat entre intervenants et participants que l'Union européenne et ses Etats membres doivent s'engager sur la voie d'une véritable Communauté européenne de l'énergie, telle que prônée par Jacques Delors.

Principaux éléments et recommandations :

- Un débat citoyen d'envergure doit être mis en place sans attendre, en France et à l'échelle européenne, sur la transition énergétique européenne à venir. Ce débat devra s'appuyer sur une analyse indépendante, impartiale et objective de chaque source d'énergie (nucléaire, renouvelable, gaz, charbon, gaz de schiste, etc.) en mettant en perspective leurs avantages et inconvénients respectifs, en terme de coût, de durabilité et d'empreinte écologique, de faisabilité technologique, de création d'emploi, etc.
- L'interdépendance énergétique croissante entre Etats membres doit être un facteur positif permettant d'assurer la sécurité d'approvisionnement en Europe et de réaliser les grands objectifs de la politique énergétique européenne (3X20 en 2020) de façon collective. Il importe à ce titre de développer davantage la transparence dans ce domaine, aussi bien en interne sur les échanges d'électricité et de gaz entre Etats (capacités d'allocation, gestion et planification des infrastructures), qu'en externe, pour les accords d'approvisionnement passés avec des pays tiers, dont la Russie. C'est en développant cette transparence accrue que la confiance nécessaire entre Etats membres pourra être assurée et leur interdépendance préservée.
- Les dirigeants nationaux et européens doivent développer un discours de vérité quant aux prix des énergies à venir, qui vont augmenter de façon croissante. En parallèle, des programmes de soutien doivent être mis en place afin de lutter contre la précarité énergétique, enjeu majeur à l'échelle européenne. L'impulsion politique pour une prise de conscience réelle de cet enjeu majeur devrait également venir de l'Union européenne et de sa politique énergétique.